



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 03/2021 – 12

OBJET : EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES
Approbation des attributions de compensation définitives 2020

L'An deux mille vingt et un et trente et un du mois de mars (**31.03.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 25 mars 2021, s'est rassemblé à la salle Jean Moulin de Castelsarrasin, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

M. CRUBILÉ Jean-Luc - M. DUPUY Guy - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme CARDONA Muriel - M. FERVAL Jean-Philippe - Mme TRESSSENS Christiane - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PAYSSOT Céline - M. REMIA Alex - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - M. BON Philippe - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. PAILLAS Alain - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie - M. LOURMEDE Guy - M. THIERS Jean-Christophe - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme LAFFINEUR Nicole - Mme HEMMAMI Estelle (jusqu'à la délibération n° 16) - Mme CAVALIÉ Marie Estelle (jusqu'à la délibération n° 16) - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
Mme CARDONA Muriel
M. EIDESHEIM David
M. BENECH Eric
M. POUGNAND Jérôme
Mme LOPEZ Sophie
M. BOUSQUET Franck

a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Jeanine BAJON-ARNAL
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à Bernard GARGUY
a donné procuration à Pierre PUCHOUAU
a donné procuration à Romain LOPEZ
a donné procuration à Estelle HEMMAMI

ABSENTS EXCUSES :

M. USSEGLIO Philippe

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme HEMMAMI Estelle (à partir de la délibération n° 17)
Mme CAVALIÉ Marie (à partir de la délibération n° 17)

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, M. Soufiane ACHCHTOUI ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSE DES MOTIFS

Dans le cadre des transferts effectifs au 1^{er} janvier 2020, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) a évalué le transfert complémentaire de la compétence action sociale et plus particulièrement du transfert des Relais d'Assistants Maternelles des communes de Castelsarrasin et de Moissac. En effet, ce transfert a été effectif 1^{er} juillet 2019 donc il convient de réduire les attributions de compensation (AC) de ces deux communes du montant déjà retenu en 2019 et qui correspond à une demi-année.

D'autre part, les attributions de compensation prennent en compte le financement du service commun d'instruction d'urbanisme et la restitution des subventions hors intérêt communautaire.

Les attributions de compensation ont pour objet de garantir la neutralité budgétaire de l'application du régime de fiscalité professionnelle unique. Les attributions de compensation versées par les groupements à leurs communes membres ou inversement revêtent le caractère de dépenses obligatoires au sens de l'article L. 2321-1 du code général des collectivités territoriales.

L'attribution de compensation est égale au montant des recettes transférées par les communes, minorée des charges transférées à l'occasion de chaque transfert de compétences par les communes à la Communauté de communes. Ces charges font l'objet d'une évaluation par la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) selon une méthodologie décrite par le code général des impôts.

La définition du cadre général de l'évaluation des transferts de charges à un EPCI ayant adopté le régime de FPU résulte de l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Le calendrier de l'évaluation des charges transférées est précisé au IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts. Cet article stipule :

- Que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) doit produire un rapport sur le coût des charges et recettes liées aux compétences transférées dans un délai de 9 mois à compter de la prise de compétence, soit avant le 30 septembre 2020.
- Que ce rapport doit être adopté :
 - Par la CLECT, en fonction des conditions prévues dans le règlement intérieur de la CLECT si la communauté en est dotée, à la majorité simple de ses membres à défaut ;
 - Par la majorité qualifiée des conseils municipaux : les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié au moins de la population ou la moitié des conseils municipaux représentant les 2/3 au moins de la population, dans un délai de 3 mois à compter de la date de sa transmission par le président de la CLECT.

Considérant qu'avec la crise sanitaire COVID, ce délai est exceptionnellement passé de 9 à 12 mois.

A défaut de ces obligations, le coût net des charges transférées est constaté par arrêté du préfet selon une méthode désormais définie par la loi.

La CLECT s'est réunie le 15 décembre 2020 et a adopté à l'unanimité le rapport proposé.

Le présent rapport a été notifié le 23 décembre 2020 à chaque commune membre par la communauté de communes afin qu'il soit approuvé.

Vu l'avis de la commission communautaire « Finances, Marchés Publics et Vie Associative » du 17 mars 2021 ;

Vu l'avis de la conférence des maires du 23 mars 2021 ;

AR Prefecture

082-200066322-20210413-DEL03202112-DE

Reçu le 13/04/2021

Publié le 13/04/2021

Considérant que la majorité qualifiée des conseils municipaux est atteinte par délibération :

- N° D2021001 en date du 29 janvier 2021 de la commune d'Angeville ;
- En date du 25 janvier 2021 de la commune de Boudou ;
- N° 2021-01 en date du 26 janvier 2021 de la commune de Castelferrus ;
- En date du 11 février 2021 de la commune de Castelmayran ;
- N° 02/2021 – 19 en date du 11 février 2021 de la commune de Castelsarrasin ;
- N° D2021_002 en date du 16 janvier 2021 de la commune de Caumont ;
- En date du 13 janvier 2021 de la commune de Cordes-Tolosannes ;
- En date du 5 février 2021 de la commune de Coutures ;
- En date du 18 février 2021 de la commune de Durfort-Lacapelette ;
- N° 02-2021 en date du 28 janvier 2021 de la commune de Fajolles ;
- En date du 24 février 2021 de la commune de Garganvillar ;
- En date du 21 janvier 2021 de la commune de Lafitte ;
- En date du 28 janvier 2021 de la commune de La Ville Dieu du Temple ;
- N° 03-2021 en date du 21 janvier 2021 de la commune de Lizac ;
- En date du 10 mars 2021 de la commune de Montain ;
- N° 2-2021 en date du 21 janvier de la commune de Montesquieu ;
- N°2021D001 en date du 8 février 2021 de la commune de Saint-Aignan ;
- N° 2021-01 en date du 29 janvier 2021 de la commune de Saint-Arroumex ;
- N° DEL2021_001 en date du 11 février 2021 de la commune de Saint-Nicolas de la Grave ;
- En date du 18 février 2021 de la commune Saint Porquier.

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **arrête** sans réserve, les attributions de compensations définitives validées par la CLECT le 15 décembre 2020 selon les tableaux récapitulatifs suivants :

ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEFINITIVES 2020**AC FONCTIONNEMENT**

COMMUNES	AC 2019 définitives SANS REFACTORATION URBANISME ET SANS BASCULE DES SUBV	RETENUE ACTION SOCIALE RAM (1/2 année supplémentaire)	Restitution des subventions anciennement versées par la CC et retour aux communes (dernière année = 2020)	Facturation service commun urbanisme coût définitif 2019	AC définitives 2020 fonctionnement
Boudou	83 806.93 €		- €	6 138.59 €	77 668.34 €
Castelsarrasin	4 126 881.15 €	4 539.56 €	39 750.00 €	115 806.60 €	4 046 285.00 €
Durfort Lacapelette	26 632.77 €		- €		26 632.77 €
Lizac	27 913.90 €		- €	4 177.81 €	23 736.09 €
Moissac	3 051 891.41 €	7 462.52 €	45 283.00 €	64 181.97 €	3 025 529.92 €
Montesquieu	38 019.99 €		- €	6 138.59 €	31 881.40 €
Angeville	16 550.22 €		331.09 €	- €	16 219.13 €
Castelferrus	1 662.91 €		632.32 €	3 773.93 €	1 478.70 €
Castelmayran	9 374.84 €		1 656.80 €	7 814.72 €	3 216.93 €
Caumont	24 506.56 €		476.28 €	- €	24 030.28 €
Cordes Tolosannes	10 977.30 €		503.42 €	5 715.10 €	5 765.62 €
Coutures	20 543.55 €		141.12 €	- €	20 402.43 €
Fajolles	26 162.00 €		147.90 €	- €	26 014.10 €
Garganvillar	44 970.20 €		967.48 €	3 883.62 €	47 886.33 €
Labourgade	6 964.96 €		259.17 €	- €	7 224.13 €
Lafitte	13 812.45 €		333.80 €	3 700.81 €	17 179.45 €
Montain	11 701.66 €		153.33 €	- €	11 548.33 €
Saint-Aignan	17 019.35 €		582.12 €	2 366.48 €	15 234.99 €
Saint-Arroumex	9 899.58 €		222.53 €	- €	9 677.05 €
Saint-Nicolas-de-la-Grave	198 360.85 €		3 542.63 €	10 673.82 €	191 229.67 €
La-Ville -Dieu-du-Temple	69 769.09 €		3 500.00 €	19 695.19 €	53 573.90 €
Saint Porquier	98 500.21 €		- €	7 802.54 €	90 697.68 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	7 599 629.46 €	12 002.08 €	98 483 €	261 869.75 €	7 424 240.62 €

AC INVESTISSEMENT

COMMUNES	AC DEFINITIVES 2019	RETENUE ACTION SOCIALE RAM (1/2 année supplémentaire)	AC définitives 2020 Investissement
Boudou	- 30 971.79 €	-	- 30 971.79 €
Castelsarrasin	- 105 438.70 €	1 517.64 €	- 106 956.34 €
Durfort Lacapelette	- 81 190.48 €	-	- 81 190.48 €
Lizac	- 34 990.15 €	-	- 34 990.15 €
Moissac	- 63 052.29 €	952.07 €	- 64 004.36 €
Montesquieu	- 59 608.83 €	-	- 59 608.83 €
Angeville	13.18 €	-	13.18 €
Castelferrus	1 698.87 €	-	1 698.87 €
Castelmayran	788.68 €	-	788.68 €
Caumont	546.23 €	-	546.23 €
Cordes Tolosannes	139.85 €	-	139.85 €
Coutures	41.27 €	-	41.27 €
Fajolles	- €	-	- €
Garganvillar	484.90 €	-	484.90 €
Labourgade	319.25 €	-	319.25 €
Lafitte	581.77 €	-	581.77 €
Montain	5.73 €	-	5.73 €
Saint-Aignan	763.46 €	-	763.46 €
Saint-Arroumex	360.52 €	-	360.52 €
Saint-Nicolas-de-la-Grave	1 223.86 €	-	1 223.86 €
La-Ville -Dieu-du-Temple	- 59 974.45 €	-	- 59 974.45 €
Saint Porquier	- 30 464.84 €	-	- 30 464.84 €
TOTAL INVESTISSEMENT	- 458 723.95 €	2 469.71 €	- 461 193.67 €

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 13/04/2021

Publication le : 13/04/2021

Notification le :

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

D. BRIOIS



Membres en exercice : 62

Présents : 55

Votants : 61

Adoptée à l'unanimité des votants